

Bulletin officiel n° 3670 du 16 jourmada I 1403 (2 mars 1983)
Dahir n° 1-81-213 du 3 jourmada II 1401 (8 avril 1981) portant publication de l'accord relatif aux transports aériens et de son annexe entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement Fédéral d'Autriche, faits à Rabat le 22 octobre 1975,

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord relatif aux transports aériens et son annexe entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement Fédéral d'Autriche, faits à Rabat le 22 octobre 1975 ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des procédures nécessaires à la mise en vigueur desdits accord et annexe,

A décidé ce qui suit :

Article Premier : Seront publiés au Bulletin officiel, tels qu'ils sont annexés au présent dahir, l'accord relatif aux transports aériens et son annexe entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement Fédéral d'Autriche, faits à Rabat le 22 octobre 1975.

Article 2 : Le présent dahir sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Marrakech, le 3 jourmada II 1401 (8 avril 1981).

Pour contresigner : Le Premier ministre,

Maâti Bouabid.

*

* *

**Accord relatif aux transports aériens
entre le Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Maroc
et le Gouvernement Fédéral d'Autriche**

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Maroc et le Gouvernement Fédéral d'Autriche,
Désireux de favoriser le développement des transports aériens entre le Maroc et l'Autriche et de poursuivre, dans la plus large mesure possible, la coopération internationale dans ce domaine ;
Désireux d'appliquer à ces transports les principes et les dispositions de la convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago, le 7 décembre 1944, ci-après désignée la convention, sont convenus des dispositions suivantes :

Article Premier : Octroi des droits

Les parties contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés au présent accord en vue de l'établissement des relations aériennes civiles internationales énumérées à l'annexe ci-jointe.

Article 2 : Définitions

Pour l'application du présent accord et de son annexe :

- a) Le mot territoire s'entendra au sens de l'article 2 de convention.
- b) L'expression Autorités Aéronautiques signifie :

- en ce qui concerne le Maroc, le ministère des travaux publics, direction de l'air ;
- en ce qui concerne l'Autriche, le ministère fédéral des transports.
- c) L'expression entreprise désignée signifie une entreprise de transport aérien que l'une des parties contractantes aura désignée par écrit, conformément à l'article 17, comme étant l'entreprise autorisée à exploiter les services agréés dans le cadre du présent accord.
- d) Les expressions équipement de bord, provisions de bord et rechanges s'entendront au sens des définitions figurant à l'annexe 9 de la convention.

Article 3 : Redevance - Droit et douane

Afin d'éviter toute pratique discriminatoire et d'assurer une parfaite égalité de traitement, les parties contractantes conviennent que :

- a) Les taxes et autres droits fiscaux et redevances perçus par chaque partie contractante pour l'utilisation des aéroports et autres installations aéronautiques sur son territoire par les aéronefs de l'autre partie contractante ne devront pas être plus élevés que ceux payés par les aéronefs nationaux de même type employés à des services internationaux similaires ;
- b) Sous réserve de l'observation des règlements de la partie contractante intéressée :
 - 1) Les aéronefs utilisés par les entreprises désignées de l'une des parties contractantes, introduits sur le territoire de l'autre partie contractante, ainsi que les carburants, les huiles-lubrifiants les rechanges, l'équipement de bord, les provisions de bord, et le matériel en général, exclusivement destinés à l'usage des aéronefs, importés et réexportés avec ces aéronefs, seront exemptés sur ce dernier territoire, des droits de douane et autres droits et taxes perçus sur les marchandises à l'entrée, à la sortie et en transit
 - 2) Les carburants, les huiles lubrifiants, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord destinées à l'usage des aéronefs désignés au paragraphe 1) ci-dessus seront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre partie contractante ou à leur départ de celui-ci, exempts de droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes similaires ;
 - 3) Les carburants et huiles lubrifiants, mis à bord des aéronefs utilisés par les entreprises désignées d'une partie contractante sur le territoire de l'autre et réimportés, resteront exemptés des droits de douane, impôts de consommation et autres droits et taxes nationaux.

Article 4 : Représentation des entreprises

Toute entreprise désignée par une partie contractante pourra maintenir son propre personnel technique et administratif indispensable sur les aéronefs et dans les villes de l'autre partie contractante où elle a l'intention d'avoir sa propre représentation. Dans la mesure où une entreprise désignée renonce à avoir une organisation propre sur les aéronefs de l'autre partie contractante, elle chargera, autant que possible, des travaux éventuels le personnel des aéroports ou celui d'une entreprise désignée de l'autre partie contractante.

Article 5 : Reconnaissance des certificats et licences

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des parties contractantes et non périmés, seront reconnus valables par l'autre partie contractante aux fins d'exploitation des routes aériennes spécifiées à l'annexe ci-jointe. Chaque partie contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valable, pour la circulation au-dessus de son propre territoire les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre partie contractante, ou par tout autre Etat.

Article 6 : Application des règlements aériens, règlements relatifs à l'entrée et à la sortie

Les lois et règlements de chaque partie contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation aérienne internationale ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise ou des entreprises de l'autre partie contractante.

Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises seront tenus de se conformer soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte, aux lois et règlements régissant, sur le territoire de chaque partie contractante, l'entrée, le séjour et la sortie. des

passagers, équipages ou marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux douanes et à la quarantaine.

Article 7 : Exercice des droits accordés

Chaque partie contractante se réserve le droit de refuser à une entreprise désignée par l'autre partie contractante l'autorisation ou de révoquer une telle autorisation lorsque, pour des motifs fondés, elle estime ne pas avoir la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de l'autre partie contractante ou de nationaux de cette dernière ou lorsque cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 6 ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent accord.

Chaque partie contractante ne fera usage de ce droit qu'après une consultation au sens de l'article 9 ci-dessous à moins qu'un arrêt immédiat de l'exploitation ou l'application immédiate de conditions restrictives ne soient nécessaires pour prévenir de nouvelles contraventions aux lois ou règlements.

Article 8 : Dénonciation de l'accord

Chaque partie contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre partie contractante son désir de dénoncer le présent accord. Une telle notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'aviation civile internationale. La dénonciation aura effet neuf mois après la date de réception de la notification par l'autre partie contractante, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période. Au cas où la partie contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception, ladite notification serait tenue pour reçue quinze (15) jours après sa réception, au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article 9 : Consultation entre les autorités aéronautiques

Chaque partie contractante pourra, à tout moment, demander une consultation entre les autorités aéronautiques compétentes des deux parties contractantes pour l'interprétation, l'application ou les modifications du présent accord et de son annexe.

Cette consultation commencera au plus tard dans les 60 jours à compter du jour de réception de la demande.

Les modifications qu'il aurait été décidé d'apporter à cet accord entreront en vigueur après confirmation par un échange de notes par voie diplomatique.

Article 10 : Règlements des différends

A) Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord n'aurait pu être réglé conformément aux dispositions de l'article 9, soit entre les autorités aéronautiques, soit entre les gouvernements des parties contractantes, il sera soumis sur demande d'une des parties contractantes, à un tribunal arbitral.

B) Ce tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux gouvernements désignera un arbitre, ces deux arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme président.

Si dans un délai de deux mois à dater du jour où l'un des deux gouvernements a proposé le règlement arbitral du litige, les deux arbitres n'ont pas été désignés, ou si dans le cours du mois suivant leur désignation, les arbitres ne se sont pas mis d'accord sur la désignation d'un président, chaque partie contractante pourra demander au président du conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale de procéder aux désignations nécessaires.

C) Le tribunal arbitral décide, s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable, à la majorité des voix. Pour autant que les parties contractantes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même ses principes de procédure et détermine son siège.

D) Les parties contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance ainsi qu'à la décision arbitrale, cette dernière étant dans tous les cas considérée comme définitive.

E) Si l'une des parties contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre partie contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre, ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent accord à la partie contractante en défaut.

- F) Chaque partie contractante supportera la rémunération de l'activité de son arbitre et la moitié de la rémunération du président désigné.

Article 11 : Enregistrement de l'accord

Le présent accord et son annexe seront communiqués à l'Organisation de l'aviation civile internationale pour y être enregistrés.

Article 12 : Conformité aux conventions - multilatérales

Le présent accord devra être mis en harmonie avec tout accord de caractère multilatéral relatif à l'aviation civile qui viendrait à lier les deux parties contractantes.

Article 13 : Services agréés

Le gouvernement de Sa Majesté le Roi du Maroc accorde au gouvernement Fédéral d'Autriche, et réciproquement, le gouvernement Fédéral d'Autriche accorde au Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Maroc le droit de faire exploiter par une ou des entreprises aériennes désignées par leur Gouvernement respectif, les services aériens spécifiés aux tableaux de routes figurant à l'annexe au présent accord. Lesdits services seront dorénavant désignés par l'expression services agréés.

Article 14 : Autorisations nécessaires

- a) Les services agréés pourront être exploités immédiatement ou à une date ultérieure au choix de la partie contractante à laquelle les droits sont accordés à condition que :
- 1) La partie contractante à laquelle les droits ont été accordés ait désigné une ou des entreprises de transport aérien pour exploiter la ou les routes spécifiées;
 - 2) La partie contractante qui accorde les droits ait donné, dans les conditions prévues au paragraphe b) ci-dessous, à l'entreprise ou aux entreprises intéressées, l'autorisation d'exploitation requise laquelle devra être accordée, dans le plus court délai possible, sous réserve des dispositions de l'article 7 ci-dessus.
- b) Les entreprises désignées pourront être appelées à fournir aux autorités aéronautiques de la partie contractante où concède les droits, la preuve qu'elles se trouvent en mesure de satisfaire aux exigences prescrites par les lois et règlements normalement appliqués par ces autorités au fonctionnement des entreprises commerciales de transport aérien.

Article 15 : Droits de trafic

La ou les entreprises aériennes désignées par l'une des parties contractantes, conformément au présent accord, bénéficieront sur le territoire de l'autre partie contractante du droit de débarquer et d'embarquer en trafic international des passagers, du courrier et des marchandises aux escales et sur les routes énumérées à l'annexe ci-jointe.

Article 16 : Egalité de traitement

Les entreprises désignées par chacune des deux parties contractantes devront être assurées d'un traitement juste et équitable afin de bénéficier de possibilités égales pour l'exploitation des services agréés.

Elles devront prendre en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels, afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

Article 17 : Capacité

- a) L'exploitation des services entre le territoire marocain et le territoire autrichien ou vice-versa, services exploités sur les routes figurant au tableau de l'annexe au présent accord, constitue pour les deux pays un droit fondamental et primordial.
- b) Pour l'exploitation de ces services :
- 1) La capacité sera répartie également entre les entreprises marocaines et autrichiennes sous réserve du paragraphe 3) ci-dessous;
 - 2) La capacité totale mise en oeuvre, sur chacune des routes, sera adaptée aux besoins qu'il est raisonnable de prévoir.

Pour répondre aux exigences d'un trafic imprévu ou momentané sur ces mêmes routes, les entreprises aériennes désignées devront décider entre elles des mesures appropriées pour satisfaire à cette augmentation temporaire de trafic. Elles en rendront compte immédiatement aux autorités aéronautiques de leurs pays respectifs qui pourront se consulter si elles le jugent utile :

- 3) Au cas où l'une des entreprises désignées ne désirerait pas utiliser sur une ou plusieurs routes, soit une fraction, soit la totalité de la capacité de transport qui lui a été concédée, elle s'entendra avec l'autre entreprise désignée en vue de transférer à celle-ci, pour un temps déterminé, la totalité ou une fraction de la capacité de transport dont elle dispose dans la limite prévue.
L'entreprise désignée qui aura transféré tout ou partie de ses droits pourra les reprendre au terme de ladite période.

Article 18 : Programme d'exploitation - Contrôle des statistiques

- a) Les entreprises désignées indiqueront aux autorités aéronautiques des deux parties contractantes, trente jours au plus tard avant le début de l'exploitation des services agréés, la nature du transport, les types utilisés et les horaires envisagés. La même règle est valable pour les changements ultérieurs.
- b) Les autorités aéronautiques de chaque partie contractante fourniront sur demande aux autorités aéronautiques de l'autre partie contractante toutes données statistiques régulières ou autres des entreprises désignées pouvant être équitablement exigées pour contrôler la capacité de transport offerte par une entreprise désignée de la première partie contractante. Ces statistiques contiendront toutes les données nécessaires pour déterminer le volume ainsi que l'origine et la destination du trafic.

Article 19 : Tarifs

- a) La fixation des tarifs à appliquer sur les services agréés desservant les routes autrichiennes et marocaines figurant au présent accord sera faite dans la mesure du possible par accord entre les entreprises désignées.

Ces entreprises procéderont :

- 1) soit en appliquant les résolutions qui auront pu être adoptées par la procédure de fixation des tarifs de l'Association du transport aérien international (I.A.T.A.) ;
- 2) soit par entente directe, après consultation, s'il y a lieu des entreprises de transport aérien de pays tiers qui exploiteraient tout ou partie des mêmes parcours.
- b) Les tarifs ainsi fixés devront être soumis à l'approbation des autorités aéronautiques de chaque partie contractante au minimum trente (30) jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur, ce délai pouvant être réduit dans des cas spéciaux sous réserve de l'accord de ces autorités.
- c) Si les entreprises de transport aérien désignées ne parvenaient pas à convenir de la fixation d'un tarif conformément aux dispositions du paragraphe a) ci-dessus ou si l'une des parties contractantes faisant connaître son désaccord sur le tarif qui lui a été soumis conformément aux dispositions du paragraphe b) précédent, les autorités aéronautiques des deux parties contractantes s'efforceraient d'aboutir à un règlement satisfaisant.

En dernier ressort, il sera fait recours à l'arbitrage prévu à l'article 10 du présent accord.

Tant que la sentence arbitrale n'aura pas été rendue la partie contractante qui aura fait connaître son désaccord, aura le droit d'exiger de l'autre partie contractante le maintien des tarifs préalablement en vigueur.

Article 20 : Vols libéralisés - Conditions

- a) Chaque partie contractante accordera aux entreprises intéressées de l'autre partie contractante l'autorisation d'effectuer des transports aériens commerciaux non réguliers en provenance ou à destination de son territoire, sans leur imposer les réglementations, conditions et restrictions prévues au 2^e alinéa de l'article 6 de la convention lorsque ces aéronefs sont utilisés pour l'une des activités suivantes :

- 1) Transports effectués à des fins humanitaires ou en cas de nécessité impérieuse;

- 2) Transports de passagers par taxi aérien, à caractère occasionnel et effectués à la demande à condition que l'aéronef ne comporte pas une capacité de plus de six sièges, que la destination soit choisie par les preneurs et qu'aucune partie de ladite capacité ne soit cédée au public;
 - 3) Transports effectués par des aéronefs dont toute la capacité est louée à une même personne physique ou morale pour le transport de son personnel ou de ses marchandises, pourvu qu'aucune partie de cette capacité ne soit cédée à un tiers.
- b) Il en est de même pour les aéronefs utilisés pour l'une des activités suivantes :
- 1) Transports exclusifs de fret ;
 - 2) Transports de passagers entre régions qui n'ont pas entre elles de liaisons par services aériens réguliers ;
 - 3) Transports isolés, étant entendu qu'aux termes du présent alinéa aucun transporteur n'a droit pour l'ensemble des aéronefs dont il dispose, à plus d'un transport par mois entre deux mêmes centres de trafic.

Toutefois chaque partie contractante peut exiger l'abandon des activités prévues au paragraphe b) du présent article, si elle estime que celles-ci sont préjudiciables aux intérêts de ses services aériens réguliers.

De plus, en ce qui concerne l'activité mentionnée à l'alinéa 2) du présent paragraphe, chaque partie contractante peut définir librement l'étendue des régions (notamment le ou les aérodrômes considérés) et modifier cette définition à tout moment.

Article 21 : Entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord entrera en vigueur 60 jours après la date à laquelle les deux parties contractantes se seront mutuellement notifié par voie diplomatique l'accomplissement des formalités constitutionnelles qui leur sont propres.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont apposé leurs signatures au présent accord.

Fait à Rabat, le 22 octobre 1975 en double exemplaire en langue française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de

Sa Majesté le Roi du Maroc

Mohamed Mekouar

Directeur de l'Air ..

Pour le Gouvernement

Fédéral D'Autriche: SE l'ambassadeur

Johannes Willfort

* * *

Annexe

I) L'entreprise désignée par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Maroc aura le droit d'exploiter les services agréés dans deux directions des routes spécifiées ci-dessous :

1) Points de départ

Points au Maroc

2) Points de destination

Vienne

II) L'entreprise désignée par le Gouvernement Fédéral d'Autriche aura le droit d'exploiter les services agréés dans les deux directions des routes spécifiées ci-dessous :

1) Points de départ

Points en Autriche

2) Points de destination

Casablanca ou Agadir ou Marrakech ou Tanger.

III) Les points intermédiaires et au-delà des territoires respectifs des parties contractantes pourront être exploités par les entreprises désignées sans droits de 5e liberté.